

**Séance ordinaire du
jeudi 3 mai 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le trois mai, les membres du
Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Robert COTTE, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Jean-Marc DI RUGGIERO ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Rémi ASSIE, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Samira SALOMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE.

Excusés : Patrick VIGNAL.

Modifications des statuts de la TaM - Transports de l'agglomération de Montpellier

La Ville de Montpellier est actionnaire de la SAEMML TaM au capital de 4 286 000 euros, composé de 34 288 actions. Elle détient 9,11% du capital soit 3 122 actions et occupe 1 poste au Conseil d'Administration de la société.

La société TaM exploite pour le compte de la Ville la délégation de service public du stationnement sur voirie.

Le Conseil d'administration de la société, souhaite proposer la réunion d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet d'adopter la modification de ses statuts sur 2 points :

- Extension de l'objet social pour intégrer l'activité de Centre de Formation des Apprentis (CFA) ;
- Mise en conformité avec la loi Rebsamen instituant le poste d'administrateur salarié.

1) Création d'un CFA

Le Conseil d'Administration de TaM du 25 octobre 2016 avait proposé d'étudier le projet de création d'un CFA afin de permettre d'aborder l'ensemble des compétences requises et attendues en proposant un parcours de formation adapté aux besoins de l'entreprise.

La Région Occitanie a autorisé formellement la création de ce CFA lors d'une délibération de sa Commission Permanente en date du 13 octobre 2017.

En effet, les besoins en recrutement sur les métiers multidisciplinaires de la conduite et du transport ont été identifiés comme essentiels pour la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences de la SAEML TaM. La polyvalence des métiers qui allie conduite, sécurisation, contrôle, régulation et exploitation, demande des exigences en qualification qui s'amenuisent d'année en année.

Le CFA, d'une capacité d'accueil de 30 apprentis permettra en deux ans de dispenser un titre professionnel de conducteur du transport routier interurbain de voyageurs avec deux modules complémentaires de contrôle de la réglementation et conduite des tramways. Les premières sessions de formation sont envisagées en septembre 2018. La durée de la convention conclue avec la Région Occitanie est de 5 ans renouvelable.

2) Administrateur salariés

En application de l'article L. 225-27-1 du Code de Commerce (issu de la Loi « Rebsamen » du 17 août 2015) les sociétés qui emploient, à la clôture de deux exercices consécutifs au moins 1000 salariés permanents dans la société et ses filiales, ont l'obligation d'indiquer dans les statuts que le conseil d'administration comprend, outre les administrateurs classiques, des administrateurs représentant les salariés.

Le poste d'administrateur salarié sera désigné par le comité d'entreprise, ce dernier ayant émis un avis favorable à l'unanimité sur la proposition de désignation présentée lors de la séance du 31 janvier 2018.

Ces modifications statutaires exigent, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités et groupement de collectivités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications statutaires instituant le poste d'administrateur salarié et l'extension de l'objet social aux activités du CFA ;
- d'autoriser Mme Mylène CHARDES représentante de la Ville de Montpellier à l'Assemblée Générale de TaM, à voter en faveur de ces modifications statutaires lors de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire de TaM ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 9 voix

M. Luc ALBERNHE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, Mme Véronique DEMON, M. Jean-Marc DI RUGGIERO, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de statuts

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180503-31922-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/05/18
Réception en Préfecture : 09/05/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.